

Pourquoi l'endettement est il devenu insupportable pour les pays en voie de développement ?

Docteur : BENKAMLA Mohamed Abdelaziz
Université d'Oran

Résumé

La crise économique mondiale qui s'est déclenchée en 2007 recouvre en fait un double phénomène. D'un côté, il s'agit d'une crise financière, où le système financier international, après avoir prêté de manière imprudente a connu une panique à la suite du retournement conjoncturel de 2003. La réduction des financements privés qui en est résulté a précipité le mouvement. Cet aspect de la crise concerne essentiellement les grands pays qui ont accès au financement privé. D'un autre côté, en ce qui concerne les pays en voie de développement, il s'agit d'une crise structurelle, liées aux tendances lourdes de ces économies.

Pour cela, cette crise a poussé les Etats à revoir leurs structures financières et économiques et d'y trouver des solutions fiables pour maîtriser le système financier, pour réduire la dépendance de leurs économies à cause de l'endettement et pour éviter tout dérapage structurel ou organisationnel sur le court terme et le long terme.

Introduction:

La crise de la dette des pays en développement est loin d'être la première : elle s'inscrit dans une longue suite des cycles d'euphories financières, suivies de brusques renversements et de crises financières. Donc, la croissance du financement international, et sa privatisation progressive depuis le début des années 70, ont conduit à l'accumulation d'un stock d'endettement considérable, le montant global de la dette semble s'être pratiquement stabilisé autour de 1300 milliards de dollars. Pour considérable qu'il soit, ce chiffre n'est pourtant qu'un des éléments caractérisant l'économie d'endettement à l'échelle internationale: début 1990, par exemple, la dette extérieure des pays africains approche 354 milliards de dollars.

Pour les pays du sud, la dette représente une charge importante, constitué par les paiements d'intérêt et le remboursement du principal.

Compte tenu de ce nouveau contexte la problématique de notre intervention s'articule autour de la question suivante; existe-il un lien direct entre l'endettement et la crise financière des pays en développement ?

I. Endettement et récurrence des crises financières:

Dès la fin du 19^{ème} siècle, la Grande-Bretagne devient le principal exportateur de capitaux, cela ne signifie pas que le reste du monde ait reçu de la part de la Grande-Bretagne des transferts nets. Par ailleurs, les chiffres de la balance des paiements anglaise montrent bien que les intérêts et dividendes sur les investissements anglais à l'étranger ont dépassé les exportations nettes de capitaux; de ce fait, les flux ont toujours été négatifs pour les pays emprunteurs¹.

Tous les pays actuellement industrialisés ou non ont fait appel, pour leur développement économique, à l'importation de capital. Pour certains, cet apport a conduit à la croissance économique, et a permis à l'épargne interne de prendre le relais de l'épargne extérieure. C'est le cas évidemment des Etats-Unis, du Canada, etc.

¹ RAFFINOT Marc (Dette extérieure et Ajustement structurel) Edicef/AuPELF 1991P.25

D'autres pays, malgré un apport de capitaux extérieurs, ont connu une situation économique peu dynamique et une évolution interrompue par des crises financières. Les différentes difficultés politiques et économiques poussent les Etats à s'endetter à des taux très élevés (6% jusqu'à 9%). Le service de la dette augmente considérablement. Un nombre de pays, incapables de payer leurs dettes, se sont vus imposer un contrôle de leurs recettes par les pays prêteurs.

La communauté financière est saisie d'un engouement pour un nouveau domaine d'investissement, suite à un choc quelconque. Le flux financier ainsi créé permet à l'emprunteur d'honorer sans difficultés le service de sa dette. Puis, pour une raison parfois tenue, la confiance disparaît. La rupture brutale du flux de financement met alors le débiteur dans l'impossibilité de rembourser et provoque la panique. Dans de nombreux cas, c'est le surinvestissement qui conduit à la saturation du marché. La moindre chute des prix peut alors provoquer une crise des systèmes de production, qui vient redoubler la crise financière.

L'histoire des crises financières montre que leur violence et leur durée dépend en grande partie de l'existence ou non d'un prêteur en dernier ressort, c'est-à-dire, d'une institution susceptible en cas de crise de porter, au moins une période donnée, une partie des créances. En effet, les crises financières sont rendues redoutables par le fait que les difficultés réelles sont augmentées à cause de l'attitude des agents créanciers qui cessent de prêter et cherchent au contraire à rentrer dans leurs fonds. Cette attitude se comprend au niveau de chaque opérateur, mais elle peut être suicidaire au niveau de la collectivité financière dans son ensemble. C'est pourquoi l'existence d'un prêteur en dernier ressort, capable d'éviter l'effondrement du système financier en irriguant les circuits d'un minimum de liquidité peut être décisive.

II. Endettement et ses conséquences sur le financement des pays en développement:

Les caractéristiques du financement des pays en développement à revenus intermédiaires, et notamment sa privatisation croissante assortie de conditions de marché et de taux d'intérêt variables, ont fait

peser un risque financier croissant sur les pays en développement. Ce risque pouvait cependant paraître insupportable, la stabilité de la croissance économique permettant de maintenir les ratios d'endettement dans les limites inacceptables.

Lors de chaque crise financière, la réaction des institutions financières est de réduire sensiblement les financements accordés, aggravant ainsi considérablement la situation des débiteurs. Donc on assiste, en particulier, à un effondrement des prêts bancaires. Scénario classique, qui tarit les financements au moment où leur disponibilité pour poursuivre le remboursement serait le plus nécessaire.

La dette des pays en développement n'est pas apparue dans les années 70. Certains pays sont nés endettés, comme le Zaïre qui hérita des dettes de l'ancienne colonie belge envers la métropole. Mais la croissance rapide du financement extérieur et sa privatisation progressive ont entraîné un endettement extérieur considérable².

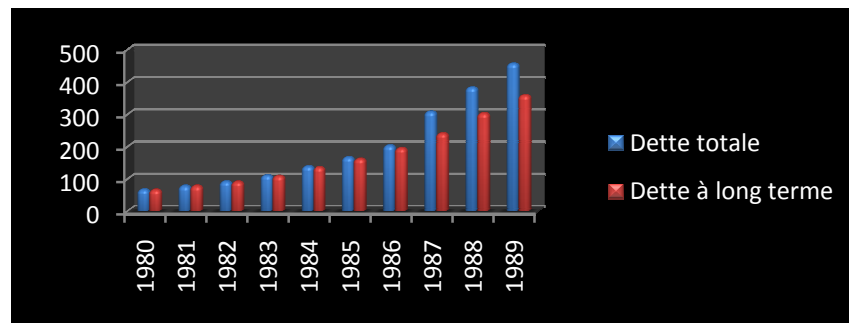
En effet, les chiffres pour la période entre 1980 et 1989 montrent bien une croissance extrêmement préoccupante des principaux indicateurs. Le taux de croissance de la dette à long terme en termes réels dépasse 10% en 1981. Toutefois, ce n'est qu'en fin de période que la charge de la dette (rapport entre service de la dette et les exportations de biens et services) commence à croître rapidement.

²RAFFINOT Marc (Dette extérieure et Ajustement structurel) Edicef/AuPELF 1991P.31

Tableau 01:³ croissance de la dette extérieure des pays en développement et des principaux indicateurs (1980-1989)

Unité : milliards de dollars US

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Dette totale	67	78	92	111	139	167	203	308	383	457
Dette à long terme	66	78	91	109	136	162	195	241	303	359
Transferts nets	4	5	7	10	13	19	22	26	32	29
Dette totale /PIB	14,3	15,3	16,1	15,5	15,5	15,9	17,8	24	25,5	25,5
Service dette/exports biens et services	9,2	8,6	8,7	8,5	6,8	8	8,1	9,3	12,3	12,7
Taux de croissance de la dette à long terme en volume		8,7	5,5	4,2	13,4	3,2	17,5	13,2	7,7	7,2



Parmi les conséquences de l'endettement, on cite⁴ :

³ Rapport de la banque mondiale, 1990-1991, Volume II.

A. L'effondrement des flux de financement privé :

L'apparition des premières difficultés entraîne un net repli des flux de financement privés, et en premier lieu des prêts bancaires.

De plus, la réduction du flux de financement est accompagnée d'un très brusque durcissement de leurs conditions. Aussi, on note une modification radicale des transferts de ressources, surtout pour les pays les plus endettés.

Les pays à revenu intermédiaire les plus endettés cumulent à la fois l'arrêt des prêts volontaires des banques internationales et les transferts nets négatifs envers les organismes multinationaux.

B. La réduction des flux multilatéraux:

Cette réduction concerne en premier lieu le FMI et la Banque Mondiale. Pour le FMI, les flux d'achats (prêts) importants dans les années 80 à 85 entraînent actuellement un montant de rachats (remboursements) de grande ampleur, étant donnée l'obligation de reconstituer les ressources et la faible maturité des prêts accordés.

C. La stagnation de l'aide publique en développement:

L'aide publique au développement sera stagnée sauf en ce qui concerne l'aide aux projets rentables du secteur marchand.

D. La diminution des investissements directs vers les pays en développement :

Quantitativement, le rôle joué par les investissements directs internationaux (*IDI*) vers les pays en développement sera réduit, mais ils présenteront l'intérêt certain de constituer, avec les dons, des flux « non générateurs d'endettement ». Cependant si ces investissements induisent des flux de retour (profits rapatriés), une partie de ces flux ne constituera pas un apport de devises fraîches.

E. La naissance des prêts d'ajustement structurel:

⁴ RAFFINOT Marc (Dette extérieure et Ajustement structurel) Edicef/AuPELF 1991P.41

Les prêts d'ajustement structurel sont apparus aussi comme une réponse à un problème de financement de plus en plus difficile à résoudre. En effet, la forme traditionnelle de financement du développement reposait sur le financement de projets. Et cette forme est apparue, comme largement inadéquate, pour deux raisons⁵ :

- Epuisement du stock de projets viables, échec fréquent des projets mis en œuvre
- Lenteur des décaissements dus aux multiples difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de projets et à la lenteur inhérente au « cycle du projet », avec les étapes classiques d'identification, faisabilité, évaluation financière et économique, négociation, signature de la convention de financement et mise en œuvre.

Dans les années qui suivirent les indépendances, les projets les plus justifiés du point de vue économique ou social ont été réalisés, notamment les unités d'import-substitution les moins problématiques et les axes majeurs au niveau des infrastructures. Cette première vague d'investissements ne laissait guère de possibilité pour définir de nouveaux projets viables de grande dimension. Certaines institutions internationales, pensant que le relatif tarissement des projets dans les pays en développement relevait d'un manque de capacité à en concevoir de nouveaux, ont cherché à y remédier en mettant à la disposition de ces pays des catalogues de projets standards, censés pouvoir fonctionner partout.

D'autre part, il est devenu de plus en plus manifeste que l'approche « projet par projet » a conduit au financement de projets difficilement viables. Les causes d'échec sont multiples. Certaines sont liées à leur mode d'élaboration et de mise en œuvre : évaluation par les fournisseurs eux-mêmes, faible attention accordée à la gestion ; d'autres sont liées à l'environnement dans lequel ces projets étaient amenés à fonctionner : politiques sectorielles ou macro-économiques rendant impossible un fonctionnement normal des projets réalisés, absence de ressources budgétaires allouées à leur entretien. De nombreux pays en développement apparaissent ainsi comme des

⁵ RAFFINOT Marc (Dette extérieure et Ajustement structurel) Edicef/AuPELF 1991P.44

« cimetières de projets », les activités mises en place cessant avec la fin du financement extérieur.

Ce mode de financement était donc déjà en crise lorsque des besoins très importants et urgents de financement extérieur, liés à des équilibres externes ou internes de grande ampleur, se sont manifestés. Le cycle des projets s'étend en effet sur des périodes très longues, allant de deux ans environ pour les plus simples à sept ans ou plus pour les plus complexes. Donc ce type de financement ne permet pas de décaissements rapides.

C'est ce manque dans la panoplie des moyens de financement que les prêts d'ajustement structurel ont cherché à combler. Evidemment, il était difficile de justifier des décaissements aussi importants sans autre forme de procès, et c'est pourquoi ces prêts furent assortis d'un programme et de conditions, de manière à ce que soient définis les objectifs à atteindre, les moyens à employer et le calendrier des résultats escomptés.

III.L'endettement et capacité de remboursement :

Pour les pays en voie de développement, la dette représente une charge importante, constituée par les paiements d'intérêts et le remboursement du principal. La croissance de cette charge montre que l'on approche d'un point de rupture au début des années 80.

L'importance de la charge de la dette est en général examinée à l'aide de deux rapports principaux⁶ :

- Rapport de la dette au PIB;
- Rapport du service de la dette aux exportations de biens et services.

Le premier indicateur est plus pertinent pour l'analyse de court terme, puisqu'il mesure la difficulté qu'aura le pays à rembourser sa dette à l'aide de ses ressources fondamentales en devise.

Tableau 02:⁷ Pays en développement : encours de la dette décaissée à la fin de 2007 et service de la dette en milliards de dollars.

⁶ RAFFINOT Marc (Dette extérieure et Ajustement structurel) Edicef/AuPELF 1991P.45

	Dettes décaissées à la fin de 2007	Service de la dette en 2007
Pays à faible revenu	1 336	131
Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure	1 200	230
Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure	1 658	350
41 pays les moins avancés	580	30
Pays d'Afrique subsaharienne	1220	110
Pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne	790	60
19 pays d'Afrique subsaharienne surendettés.	465	36

IV. Les principaux impacts de l'endettement :

Il convient de distinguer des pays envoie de développement, ou groupes de pays pour lesquels le financement extérieur reçu a eu effectivement un impact positif sur la croissance, permettant un remboursement sans faille de la dette extérieure contractées, et des pays qui se sont heurtés à des difficultés croissantes de remboursement.

Certains pays semblent se conformer aux prévisions de la théorie de la croissance transmise : le financement extérieur leur a permis une croissance des revenus et des exportations telle que le remboursement de la dette extérieure s'est effectué sans difficultés. Les cas les plus souvent cités sont ceux des pays asiatiques, en particulier des « nouveaux pays industriels ».

⁷ Rapport De l'OCDE , coopération pour le développement , 2008P.25

Pour les pays qui ont présenté des problèmes récurrents de remboursement, la crise de la dette publique s'explique par des dysfonctionnements au niveau des principaux mécanismes de transmissions de la croissance : les financements extérieurs ne se sont pas traduits uniquement par des investissements productifs ; ceux-ci n'ont pas accéléré substantiellement la croissance ; une part importante des revenus ainsi générés est directement retournée dans les pays développés sous forme de fuite de capitaux.

V. Les causes des dysfonctionnements économiques et les crises financières :

Dans certains pays envoie de développement, on constate un dysfonctionnement important au niveau interne ou externe, qui est à l'origine des crises financières et la difficulté à générer des recettes publiques pour le remboursement de la dette.

Parmi les dysfonctionnements, on peut citer ⁸:

A. La mauvaise utilisation des prêts et des investissements mal orientés:

Les flux de financement attribués à certains pays envoie développement sont mal utilisés, où une grande partie des prêts avait été utilisée de manière improductive.

B. La fuite des capitaux et les déséquilibres consécutifs des balances de paiements :

La fuite des capitaux des pays envoie développement a pu apparaître comme une cause importante de dysfonctionnement de la croissance transmise par les mouvements de capitaux. Le terme de « fuite » a une forte connotation d'illégalité.

Dans les pays à revenu intermédiaire, trois motivations principales, qui agissent souvent de concert, peuvent être attribuées à ces fuites :

- Eviter le risque de change et d'inflation ;
- Eviter le risque politique ;

⁸ Banque PARIBAS : l'évasion des capitaux dans les pays en développement (Bulletin de conjonctive) Mai 1987P.32

- Eviter la fiscalité locale.

C. Le financement des investissements indirectement productif et utilisations des prêts extérieurs pour la consommation :

En ce qui concerne le financement extérieur, la situation stylisée est la suivante : l'Etat emprunte à des conditions très complexes auprès des bailleurs de fonds extérieurs, pour financer essentiellement des projets non directement productifs, en particulier, les projets d'infrastructure économique (routes, ports, aéroport,...) et les projets sociaux (éducation, santé, ...). Il en résulte un double découplage : entre les agents qui remboursent (l'Etat) et ceux qui bénéficient du prêt (les entreprises, les ménages) ; entre les flux générés par ces projets (en général mal identifiés, le plus souvent en monnaie locale) et les flux de remboursement, qui font l'objet d'un échéancier précis en devises.

D. Le risque systémique :

Les différents éléments de l'économie mondiale étant interdépendants, l'accumulation du stock de dette a créé un risque systémique⁹. Celui-ci est le plus évident au niveau du système financier, dont le fonctionnement se trouve mis en péril par les créances compromises. Et toute crise à ce niveau, en bloquant le financement des pays en développement eux-mêmes, ne manquerait pas de se répercuter négativement sur leurs performances. Mais le remboursement constitue aussi un flux de pouvoir d'achat qui, paradoxalement, pourrait créer des difficultés dans les économies du Nord, et, partant, pour la situation des pays en développement.

Les possibilités de remboursement de la dette dépendent de la capacité des pays en développement à dégager des excédents courants. Ceux-ci sont étroitement liés à l'évolution des marchés d'exportation, et aussi à l'évolution des prix ; comme toujours une forte inflation est favorable aux débiteurs. Le remboursement dépend aussi des niveaux de taux d'intérêt et des taux de change, puisqu'une partie importante de l'encours de dette est libellée en dollars, et à taux variable. Mais il

⁹ RAFFINOT Marc (Dette extérieure et Ajustement structurel) Edicef/AuPELF 1991P.75

existe aussi des relations en sens inverse ; la croissance des pays de l'OCDE est pour une part influencée par les importations des pays en voie de développement : toute croissance des transferts nets à destination des pays en développement augmente donc la production dans les pays de l'OCDE.

Tous ces éléments ont joué un rôle important dans le déclenchement de la crise financière dans les pays en développement.

Conclusion :

Certains pays ont réussi à utiliser le financement extérieur de manière productive, desserrant la contrainte extérieure en jouant l'intégration dans la mondialisation économique et financière. Ils ont ainsi dégagé suffisamment de recettes en devises pour que le remboursement se fasse sans problème majeur.

En dehors de ce cas, deux situations problématiques très différentes sont à considérer :

-celles des pays déjà semi-industrialisés, à revenu intermédiaire, dont la dette est surtout privée, et a été contractée à des conditions proches du marché. Pour ce groupe, les difficultés rencontrées dans le remboursement de la dette s'expliquent à la fois par la fuite des capitaux, par l'utilisation des emprunts extérieurs pour la consommation, par le déséquilibre budgétaire et, dans une moindre mesure, par la faible efficacité des investissements effectués;

-celle des pays les plus pauvres, notamment africains, pour lesquels l'endettement, surtout envers des créanciers publics et à taux extrêmement faibles, s'avère également insoutenable. Les emprunts publics contractés servant en général au développement d'infrastructures économiques et sociales, qui, même bien gérées, ne génèrent pas en elles-mêmes les moyens d'un remboursement, le financement extérieur hors dons ne peut être qu'extrêmement réduit.

Enfin, l'endettement des pays en voie de développement est devenu un problème pour le système financier international parce que les prêts consentis, raisonnables ou non, n'ont pas tenu suffisamment compte des règles prudentielles, alors les banques créancières étaient faiblement capitalisées.

Du point de vue global de l'économie mondiale, il est clair qu'une relance de la croissance dans les économies du Nord aurait des effets très favorables sur l'endettement des pays du Sud. Une telle relance suppose une coordination au sein du G8 qui ne semble pas encore acquise.

Bibliographie:

- ADDA Jacques (conditions et limites de la croissance des expériences brésilienne et sud coréenne) problème d'Amérique latine n°4782-1985
- Armand de SERVIGNEY I Van ZELENKO (Economie Financière) Edition DUNOD Paris 1999
- AZAM J.P PLANE P. (Endettement et développement optimal :analyse théorique et test empirique) 1986
- Banque PARIBAS : l'évasion des capitaux dans les pays en développement (Bulletin de conjonctive) Mai 1987
- DESTANN DE BERNIS (Endettement et développement quelques leçons de la crise actuelle) Economie Appliquée t. XLI n°04
- DESTANNE DE BERNIS (Théories économiques et fonctionnement de l'économie Mondiale) Presse universitaire de Grenoble 1988
- DJON DANG Paul (Importation des capitaux et croissance économique) Edition Economica 1987
- RAFFINOT Marc (Dette extérieure et Ajustement structurel) Edicef/AuPELF 1991